



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 09 mars 2020

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 25 novembre 2019 (réunion jointe), du 16 décembre 2019, des 13, 20, 24 et 27 janvier 2020 et des 3 et 13 février 2020 (réunions jointes)
2. 7505 Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018
- Rapporteur : Monsieur Guy Arendt

- Examen de l'avis du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 7467 Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;
6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE
- Rapporteur : Monsieur Guy Arendt

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. Divers

*

Présents : Mme Simone Asselborn-Bintz remplaçant M. Dan Biancalana, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. François Benoy, M. Yves Cruchten, M. Georges Engel, Mme Martine Hansen, M. Claude Lamberty remplaçant M.

Gilles Baum, Mme Josée Lorsché, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler

M. Carlo Fassbinder, Directeur de la Fiscalité (ministère des Finances)
(pour le point 2)

M. Max Berend, du ministère des Finances (pour le point 2)

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gilles Baum, M. Dan Biancalana, M. Gast Gibéryen

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 25 novembre 2019 (réunion jointe), du 16 décembre 2019, des 13, 20, 24 et 27 janvier 2020 et des 3 et 13 février 2020 (réunions jointes)

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

2. 7505 Projet de loi portant approbation de l'Avenant, fait à Luxembourg, le 10 octobre 2019, à la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Le rapporteur présente brièvement l'avis du Conseil d'Etat. Il signale que l'avis de la Chambre des salariés vient de parvenir à la Chambre des Députés et n'a pas été pu être évoqué dans le projet de rapport. Il propose dès lors de le mentionner oralement en séance plénière.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents au moment du vote.

La Commission choisit le modèle de base comme temps de parole pour les débats en séance plénière.

3. 7467 Projet de loi portant modification de :
1° la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
2° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;
3° la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice ;
4° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;
5° la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable ;
6° la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit, en vue de la transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2018/843 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du

financement du terrorisme ainsi que les directives 2009/138/CE et 2013/36/UE

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité moins une abstention (M. Roy Reding).

La Commission choisit le modèle de base (avec flexibilité) comme temps de parole pour les débats en séance plénière.

4. Divers

Monsieur le Président annonce la tenue des réunions suivantes :

- Le vendredi 13 mars 2020 à 8:30 heures pour l'adoption d'un ou de deux projets de rapport ;
- Visite de la LHOFT prévue le vendredi 27 mars 2020 à 11:00 heures. Plusieurs membres de la Commission signalent qu'ils ne pourront pas assister à la visite. La Commission décide de la reporter au mois d'avril ou de mai ;
- Le 31 mars 2020 à 14:00 heures une délégation de la Commission européenne présentera son rapport 2020 sur le Luxembourg à huit commissions parlementaires.

Vu l'invitation lancée par les membres de la délégation du Landestag Hessen la semaine précédente, le Président propose que la Commission des Finances et du Budget combine une telle visite avec une visite auprès de la Banque centrale européenne (une telle visite a déjà eu lieu le 6 juillet 2006). Les membres de la Commission se déclarent intéressés par une telle visite à laquelle la Banque centrale du Luxembourg devrait être associée.

M. Claude Wiseler signale que des rencontres avec les homologues des Länder voisins du Luxembourg seraient également utiles – de telles rencontres ne concernent pas forcément le domaine des finances et seraient à organiser par la Commission des Affaires étrangères ou le Conseil Parlementaire Interrégional.

Luxembourg, le 9 mars 2020

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler